



COMMUNICATION FINANCIÈRE AU 30 JUIN 2026

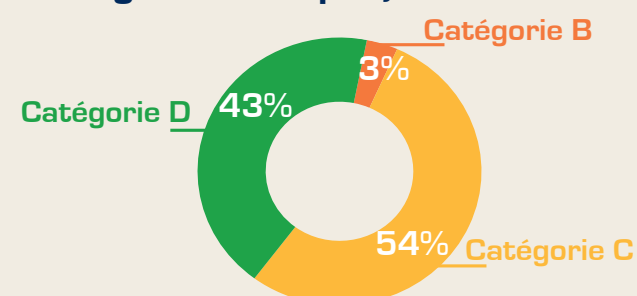


Montants en MDH

Créances sur la clientèle



Rating E&S des projets financés *



* Projets engagés à fin juin 2026

PNB



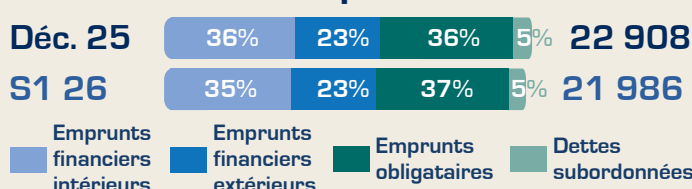
Résultat net



Capitaux propres et assimilés



Ressources d'emprunt



Indicateurs d'activité

Au cours du S1 2026, l'activité de prêts a été positivement impactée par la dynamique des investissements territoriaux. Les engagements de prêts se sont établis à 2 270 MDH vs 1 559 MDH au cours du S1 2025, tandis que les décaissements de prêts ont atteint 1 413 MDH, en progression de 57% par rapport à la même période de l'année précédente. Ces financements portent principalement sur un programme d'investissement dédié à la mobilité urbaine et interurbaine, levier structurant d'attractivité des territoires.

Les créances sur la clientèle ont enregistré une progression de près de 3% en glissement annuel, pour s'établir à plus de 27 MMDH à fin juin 2026.

Conformément à sa mission, la Banque accompagne les Collectivités Territoriales dans le financement de projets répondant à leurs priorités économiques, sociales et environnementales, en faveur d'un développement territorial durable et inclusif.

A fin juin 2026, près de 97% des projets engagés relèvent des catégories C ou D de la grille de notation Environnementale et Sociale (E&S) de la Banque, correspondant aux niveaux de risque les plus faibles. Cette classification résulte du Système de Gestion Environnementale et Sociale du FEC, aligné sur les standards internationaux et intégré en amont de chaque décision de financement.

Indicateurs financiers

Au terme du S1 2026, le PNB s'est établi à 326 MDH, à un niveau comparable à celui du S1 2025. Cette stabilité s'explique notamment par l'impact de la baisse des taux appliqués aux prêts consentis par le FEC aux Collectivités Territoriales, compensé en partie par l'évolution positive de l'activité de prêts.

La Banque poursuit la mise en œuvre de sa stratégie financière ouverte sur l'international, qui lui permet de diversifier ses sources de financement et de mobiliser des ressources à des conditions à même de lui permettre de proposer aux Collectivités Territoriales des solutions de financement optimales.

De son côté, le résultat net s'est établi à 167 MDH, à un niveau comparable à celui enregistré au cours du S1 2025, compte tenu principalement de la quasi-stagnation du PNB.

Les capitaux propres et assimilés ont atteint près de 6,8 MMDH au 30 juin 2026, renforçant ainsi la solvabilité de la Banque et son assise financière et confortant sa capacité à accompagner les besoins croissants des Collectivités Territoriales.

Les données du présent communiqué sont auditées.

Pour tout contact relatif à la communication financière

Mme Sanaa BALAFREJ, Responsable de la communication financière : 05 37 56 90 32

www.fec.ma

Lien internet pour accéder au Rapport Financier Semestriel S1 2026

https://www.fec.ma/medias/RFS_S1_2026.pdf

Date de publication :
Le 30 septembre 2026



COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2026

COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2026

BILAN		En milliers MAD	
ACTIF	30/06/2026	31/12/2025	
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	234 543	111 727	
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	400 399	800 863	
A vue	374	241	
A terme	400 025	800 621	
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	27 208 419	27 614 337	
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	2 144	2 373	
Crédits et financements participatifs à l'équipement	27 168 045	27 595 497	
Crédits et financements participatifs immobiliers	16 280	15 872	
Autres crédits et financements participatifs	21 950	596	
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	-	-	
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	
Autres titres de créance	-	-	
Titres de propriété	-	-	
Certificats de Sukuks	-	-	
AUTRES ACTIFS	466 357	572 132	
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-	
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	
Autres titres de créance	-	-	
Certificats de Sukuks	-	-	
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	25	25	
Participation dans les entreprises liées	-	-	
Autres titres de participation et emplois assimilés	25	25	
Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-	
CRÉANCES SUBORDONNÉES	-	-	
DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT PLACÉS	-	-	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	2 454	2 618	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN IJARA	-	-	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	285	342	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	36 871	37 932	
TOTAL DE L'ACTIF	28 349 352	29 139 975	

PASSIF	30/06/2026	31/12/2025
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	-	-
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	12 890 842	13 606 464
A vue	-	-
A terme	12 890 842	13 606 464
DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	-	-
Comptes à vue créditeurs	-	-
Comptes d'épargne	-	-
Dépôts à terme	-	-
Autres comptes créditeurs	-	-
DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS	-	-
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	8 064 221	8 287 019
Titres de créance négociables	-	-
Emprunts obligataires	8 064 221	8 287 019
Autres titres de créance émis	-	-
AUTRES PASSIFS	535 539	570 652
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	72 031	72 031
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	-	-
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNÉES	1 030 652	1 014 663
DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT REÇUS	-	-
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	-	-
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	4 588 715	4 226 148
CAPITAL	1 000 000	1 000 000
ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)	-	-
REPORT À NOUVEAU (+/-)	-	-
RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	167 353	362 997
TOTAL DU PASSIF	28 349 352	29 139 975

HORS BILAN	En milliers MAD	
	30/06/2026	31/12/2025
ENGAGEMENTS DONNÉS	6 575 055	5 817 512
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 575 055	5 817 512
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	4 903 558	5 403 408
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	4 903 558	5 403 408
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	En milliers MAD	
	30/06/2026	30/06/2025
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	704 320	741 437
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	16 669	17 139
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	686 814	723 386
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuks	-	-
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	837	912
Autres produits bancaires	-	-
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	378 174	413 322
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	234 162	265 523
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	143 885	147 730
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	127	70
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	326 146	328 115
Produits d'exploitation non bancaire	889	1 100
Charges d'exploitation non bancaire	39	107
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	33 494	28 899
Charges de personnel	25 964	22 090
Impôts et taxes	415	418
Charges externes	3 733	2 822
Autres charges générales d'exploitation	1 776	2 182
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	1 607	1 387
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	879	5 619
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	879	5 619
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Autres dotations aux provisions	-	-
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	-	-
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	-
Récupérations sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	-	-
RÉSULTAT COURANT	292 623	294 590
Produits non courants	16	2
Charges non courantes	14 283	14 166
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	278 356	280 426
Impôts sur les résultats	111 003	109 705
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	167 353	170 721



ETAT DES SOLDES DE GESTION	En milliers MAD	
I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	30/06/2026	30/06/2025
(+) Intérêts et produits assimilés	703 482	740 525
(-) Intérêts et charges assimilées	378 047	413 252
MARGE D'INTÉRÊT	325 435	327 272
(+) Produits sur financements participatifs	-	-
(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	-	-
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'IJARA	-	-
(+) Commissions perçues	837	912
(-) Commissions servies	127	70
MARGE SUR COMMISSIONS	711	843
(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
(+) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
(+) Résultat des opérations de change	-	-
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	-	-
(+) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
(+) Divers autres produits bancaires	-	-
(-) Diverses autres charges bancaires	-	-
PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	326 146	328 115
(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	889	1 100
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	39	107
(-) Charges générales d'exploitation	33 494	28 899
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	293 502	300 209
(+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	879	5 619
(+/-) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-	-
RÉSULTAT COURANT	292 623	294 590
RÉSULTAT NON COURANT	-14 267	-14 164
(-) Impôts sur les résultats	111 003	109 705
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	167 353	170 721

ETAT DES SOLDES DE GESTION	En milliers MAD	
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	30/06/2026	30/06/2025
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	167 353	170 721
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	1 607	1 387
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
(+) Dotations non courantes	-	-
(-) Reprises de provisions	-	-
(-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(-) Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
(+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	168 959	172 108
(-) Bénéfices distribués	-	-
(+) AUTOFINANCEMENT	168 959	172 108

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	En milliers MAD	
	30/06/2026	31/12/2025
Produits d'exploitation bancaire perçus	704 320	1 463 203
Récupérations sur créances amorties	-	-
Produits d'exploitation non bancaire perçus	905	2 028
Charges d'exploitation bancaire versées	378 174	804 566
Charges d'exploitation non bancaire versées	14 322	28 457
Charges générales d'exploitation versées	31 888	60 931
Impôts sur les résultats versés	111 003	222 196
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	169 838	349 081
Variation des :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	400 464	-799 962
Créances sur la clientèle	405 039	-155 178
Titres de transaction et de placement	-	-
Autres actifs	105 775	-12 689
Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Dépôts d'investissement placés auprès des établissements de crédit et assimilés	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-715 622	-492 981
Dépôts de la clientèle	-	-
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	-206 809	946 376
Autres passifs	-35 113	225 261
SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-46 266	-289 173
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	123 572	59 908
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	-	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	325	2 506
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	-	-
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-325	-2 506
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement reçus	-	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Dépôts d'investissement remboursés	-	-
Intérêts versés	-	-
Rémunérations versées sur dépôts d'investissement	-	-
Dividendes versés	430	1 176
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-430	-1 176
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	122 817	56 227
TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	111 727	55 500
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	234 543	111 727

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES	30 juin 2026
INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT	
* Application des méthodes d'évaluation prévues par le «Plan Comptable des Etablissements de Crédit» entré en vigueur depuis le 01/01/2000.	
* Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :	
- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,	
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur (lettre circulaire n° 25/G/97, circulaires n° 19/G/2002 et 38/G/2004), provisionnées à hauteur de :	
- 20 % pour les créances pré-douteuses,	
- 50 % pour les créances douteuses,	
- 100 % pour les créances compromises.	
* Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.	
Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties selon la réglementation en vigueur.	
* Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.	

بنك التمويل المحلي

LA BANQUE DU FINANCEMENT LOCAL

ETAT DES DEROGATIONS

30 juin 2026

INDICATIONS DES DEROGATIONS

JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS

INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS

I. DÉROGATIONS AUX PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX

II. DÉROGATIONS AUX MÉTHODES D'ÉVALUATION

III. DÉROGATIONS AUX RÈGLES D'ÉTABLISSEMENT ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

NEANT

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

30 juin 2026

INDICATIONS DES CHANGEMENTS

JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS

INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS

I. CHANGEMENTS AFFECTANT LES MÉTHODES D'ÉVALUATION

II. CHANGEMENTS AFFECTANT LES RÈGLES DE PRÉSENTATION

NEANT

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

En milliers MAD

CREANCES

BANK AL MAGHRIB, TRÉSOR PUBLIC ET SERVICES DES CHÈQUES POSTAUX

BANQUES AU MAROC

ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC

ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER

Total 30/06/2026

TOTAL 31/12/2025

COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS

VALEURS REÇUES EN PENSION

Au jour le jour

A terme

PRÊTS DE TRÉSORERIE

Au jour le jour

A terme

PRÊTS FINANCIERS

AUTRES CRÉANCES

INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR

CRÉANCES EN SOUFFRANCE

TOTAL

233 392

364

9

-

233 765

110 896

-

-

-

-

400 000

-

400 000

-

-

-

1 061

25

-

-

634 851

912 526

CREANCES SUR LA CLIENTELE

En milliers MAD

CREANCES

SECTEUR PUBLIC

ENTREPRISES FINANCIÈRES

SECTEUR PRIVÉ

ENTREPRISES NON FINANCIÈRES

AUTRES CLIENTÈLE

TOTAL 30/06/2026

TOTAL 31/12/2025

CRÉDITS DE TRÉSORERIE

Comptes à vue débiteurs

Créances commerciales sur le Maroc

Crédits à l'exportation

Autres crédits de trésorerie

CRÉDITS À LA TONSSOMMATION

CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT

CRÉDITS IMMOBILIERS

AUTRES CRÉDITS DE TRÉSORERIE

CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE

INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR

CRÉANCES EN SOUFFRANCE

Créances pré-douteuses

Créances douteuses

Créances compromises

TOTAL

-

-

-

-

-

-

26 575 051

-

-

-

592 995

21 950

21 398

-

552

27 189 995

-

-

18 424

27 208 419

27 614 337

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

En milliers MAD 30 juin 2026

TITRES

Etablissements de crédit et assimilés

Emetteurs publics

Emetteurs privés

Financiers

Non financiers

TOTAL 30/06/2026

TOTAL 31/12/2025

TITRES CÔTÉS

Bons du Trésor et valeurs assimilées

Obligations

Autres titres de créance

Titres de propriété

TITRES NON CÔTÉS

Bons du Trésor et valeurs assimilées

Obligations

Autres titres de créance

Titres de propriété

TOTAL

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

En milliers MAD 30 juin 2026

TITRES

Valeur comptable brute

Valeur actuelle

Valeur de remboursement

Plus-value latentes

Moins-values latentes

Provisions

TITRES DE TRANSACTION

Bons du Trésor et valeurs assimilées

Obligations

Autres titres de créance

Titres de propriété

TITRES DE PLACEMENT

Bons du Trésor et valeurs assimilées

Obligations

Autres titres de créance

Titres de propriété

TITRES D'INVESTISSEMENT

Bons du Trésor et valeurs assimilées

Obligations

Autres titres de créance

TOTAL

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

En milliers MAD

ACTIF

30/06/2026

31/12/2025

INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETÉS

OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES

DÉBITEURS DIVERS

Sommes dues par l'Etat

Sommes dues par les organismes de prévoyance

Sommes diverses dues par le personnel

Comptes clients de prestations non bancaires

Divers autres débiteurs

VALEURS ET EMPLOIS DIVERS

COMPTES DE RÉGULARISATION

Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan

Contrepartie du résultat de change de hors bilan

Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan

Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan

Comptes d'écart sur devises et titres

Résultats sur produits dérivés de couverture

Charges à répartir sur plusieurs exercices

Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc

Produits à recevoir et charges constatées d'avance

Autres comptes de régularisation

CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPÉRATIONS DIVERSES

TOTAL

-

-

159 926

159 168

-

-

-

758

306 431

-

-

-

-

-

555

195 983

9 808

-

99 750

335

-

466 357

572 132

CREANCES SUBORDONNEES

En milliers MAD

CREANCES SUBORDONNEES

Montant

Dont entreprises liées et apparentées

30/06/2026

31/12/2025

30/06/2026

31/12/2025

Brut

Provisions

Net

Net

Net

Net

CRÉANCES SUBORDONNÉES AUX ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

CRÉANCES SUBORDONNÉES À LA CLIENTÈLE

TOTAL

-

-

-

-

-

-

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

En milliers MAD 30 juin 2026

Dénomination de la société émettrice

Secteur d'activité

Capital social

Participation au capital (%)

Prix d'acquisition global

Valeur comptable nette

Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice

Produits inscrits au CPC de l'exercice

Date de clôture de l'exercice

Situation nette

Résultat net

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES

AUTRES TITRES DE PARTICIPATION

MAROCLEAR SA

TOTAL PARTICIPATIONS

EMPLOIS ASSIMILES

TOTAL GENERAL

-

-

100 000

0,025%

25

25

31/12/2025

400 237

34 157

-

25

25

-

400 237

34 157

-

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

En milliers MAD 30 juin 2026

NATURE

Montant brut au début de l'exercice

Montant des acquisitions au cours de l'exercice

Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice

Montant brut à la fin de l'exercice

Amortissements

Provisions

Montant net à la fin de l'exercice

Dotations au titre de l'exercice

Cumul des amortissements

Dotations au titre de l'exercice

Reprises de provisions

Cumul des provisions

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT

CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

CRÉDIT-BAIL MOBILIER

Crédit-bail mobilier en cours

Crédit-bail mobilier loué

Crédit-bail mobilier non loué après résiliation

CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER

Crédit-bail immobilier en cours

Crédit-bail immobilier loué

Crédit-bail immobilier non loué après résiliation

LOYERS COURUS À RECEVOIR

LOYERS RESTRUCTURÉS

LOYERS IMPAYÉS

CRÉANCES EN SOUFFRANCE

IMMOBILISATION DONNÉES EN LOCATION SIMPLE

BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE

BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE

LOYERS COURUS À RECEVOIR

LOYERS RESTRUCTURÉS

LOYERS IMPAYÉS

CRÉANCES EN SOUFFRANCE

TOTAL

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

22 361

-

-

22 361

164

19 907

-

-

-

2 454

-

-

-

-

22 361

-

-

22 361

164

19 907

-

-

-

2 454

-

-

-

-

-

-

-

-

22 361

-

-

22 361

164

19 907

-

-

-

2 454

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

En milliers MAD 30 juin 2026

NATURE

Montant brut au début de l'exercice

Montant des acquisitions au cours de l'exercice

Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice

Montant brut à la fin de l'exercice

Amortissements et/ou provisions

Montant net à la fin de l'exercice

Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice

Dotations au titre de l'exercice

Montant des amortissements sur immobilisations sorties

Cumul

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

DROIT AU BAIL

IMMOBILISATIONS EN RECHERCHES ET DÉVELOPPEMENT

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES D'EXPLOITATION

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES HORS EXPLOITATION

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

IMMEUBLES D'EXPLOITATION

Terrain d'exploitation

Immeubles d'exploitation - Bureaux

Immeubles d'exploitation - Logements de fonctions

MOBILIER ET MATÉRIEL D'EXPLOITATION

Mobilier de bureau d'exploitation

Matériel de bureau d'exploitation

Matériel informatique

Matériel roulant rattaché à l'exploitation

Autres matériels d'exploitation

AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION

IMMOBILISATION CORPORELLES HORS EXPLOITATION

Terrain hors exploitation

Immeubles hors exploitation

Mobilier et matériel hors exploitation

Autres immobilisations corporelles hors exploitation

TOTAL

21 486

-

-

21 486

21 144

56

-

21 201

285

-

-

-

-

-

107 050

325

-

107 375

69 118

1 386

-

70 504

36 871

56 181

-

-

56 181

24 097

612

-

24 709

31 472

7 229

-

-

7 229

48 052

-

-

48 052

23 425

601

-

24 026

24 026

900

-

-

900

671

11

-

683

218

30 758

325

-

31 083

27 560

470

-

28 030

3 053

7 921

-

-

7 921

7 813

26

-

7 839

82

957

-

-

957

950

1

-

951

6

21 880

325

-

22 205

18 797

443

-

19 240

2 965

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

10 260

-

-

10 260

8 895

219

-

9 113

1 146

9 851

-

-

9 851

8 567

85

-

8 652

1 199

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

5 545

-

-

5 545

4 338

69

-

4 407

1 137

2 349

-

-

2 349

2 288

13

-

2 301

48

1 958

-

-

1 958

1 941

3

-

1 944

14

128 536

325

-

128 861

90 263

1 442

-

91 705

37 156

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

En milliers MAD 30 juin 2026

Date de cession ou de retrait

Nature

Montant Brut

Amortissements cumulés

Valeur nette comptable

Produit de cession

Plus-values de cession

Moins-values de cession

TOTAL

-

-

-

-

-

-

-

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

En milliers MAD

DETTES

Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux

Banques au Maroc

Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc

Etablissements de crédit à l'étranger

TOTAL 30/06/2026

TOTAL 31/12/2025

COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS

VALEURS DONNÉES EN PENSION

Au jour le jour

A terme

EMPRUNTS DE TRÉSORERIE

Au jour le jour

A terme

EMPRUNTS FINANCIERS

AUTRES DETTES

INTÉRÊTS COURUS À PAYER

TOTAL

-

-

-

-

-

-

-

5 931 667

-

68 031

1 818 681

4 753 477

12 503 824

13 177 505

222 514

222 514

34 277

62 196

164 504

220 566

208 394

13 606 464

DEPOTS DE LA CLIENTELE

En milliers MAD

DEPOTS

Secteur Public

Entreprises Financières

Secteur Privé

Entreprises non Financières

Autres clientèle

TOTAL 30/06/2026

TOTAL 31/12/2025

COMPTES À VUE CRÉDITEURS

COMPTES D'ÉPARGNE

DÉPÔTS À TERME

AUTRES COMPTES CRÉDITEURS

INTÉRÊTS COURUS À PAYER

TOTAL

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

TITRES DE CREANCES EMIS							En milliers MAD			
NATURE DES TITRES (1)	Caractéristiques					Montant	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement	
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominal unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES						7 908 067	-	-	-	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	20/01/2012	20/01/2027	100	5,30%	Amortissable	66 667	-	-	-	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	08/12/2014	08/12/2029	100	3,87%	Amortissable	226 400	-	-	-	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	13/07/2015	13/07/2030	100	4,60%	Amortissable	240 000	-	-	-	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	13/10/2016	13/10/2031	100	3,92%	Amortissable	128 000	-	-	-	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	13/10/2016	13/10/2026	100	2,71%	In fine	225 000	-	-	-	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	13/10/2016	13/10/2031	100	3,11%	Amortissable	182 000	-	-	-	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	06/12/2017	06/12/2032	100	3,93%	Amortissable	373 333	-	-	-	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	06/12/2017	06/12/2027	100	2,83%	In fine	200 000	-	-	-	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	06/12/2017	06/12/2032	100	3,03%	Amortissable	466 667	-	-	-	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	19/07/2018	19/07/2033	100	3,84%	Amortissable	533 333	-	-	-	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	12/07/2019	12/07/2034	100	3,49%	Amortissable	300 000	-	-	-	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	12/07/2019	12/07/2034	100	3,05%	Amortissable	900 000	-	-	-	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	18/12/2020	31/03/2036	100	2,95%	Amortissable	1 333 333	-	-	-	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	12/01/2022	12/01/2037	100	2,95%	Amortissable	733 333	-	-	-	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	19/12/2025	02/02/2041	100	2,81%	Amortissable	2 000 000	-	-	-	-
TOTAL						7 908 067	-	-	-	-

1. Il s'agit de : Certificats de dépôt - Emprunts obligataires - Bons de sociétés de financement - Autres titres de créance.
2. Amortissement : Annuel - In fine.

DETAIL DES AUTRES PASSIFS			En milliers MAD	
PASSIFS	30/06/2026	31/12/2025		
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	-	-		
OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES	-	-		
CRÉDITEURS DIVERS	210 766	239 638		
Sommes dues à l'Etat	136 901	236 522		
Sommes dues aux organismes de prévoyance	1 450	720		
Sommes diverses dues aux personnels	67	16		
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	-	-		
Fournisseurs de biens et services	2 039	2 352		
Divers autres créditeurs	70 310	29		
COMPTES DE RÉGULARISATION	324 773	331 014		
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-		
Comptes d'écart sur devises et titres	585	621		
Résultats sur produits dérivés de couverture	304 044	307 382		
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-		
Charges à payer et produits constatés d'avance	9 152	12 018		
Autres comptes de régularisation	10 993	10 993		
TOTAL	535 539	570 652		

PROVISIONS					En milliers MAD	
	Encours 31/12/2025	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2026	
PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF :	15 872	879	-	-	16 751	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-	
Créances sur la clientèle	5 490	879	-	-	6 369	
Titres de placements	-	-	-	-	-	
Titres de participation et emplois assimilés	-	-	-	-	-	
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-	
Autres actifs	10 382	-	-	-	10 382	
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	72 031	-	-	-	72 031	
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-	
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-	
Provisions pour risques généraux	72 031	-	-	-	72 031	
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-	
Provisions pour autres risques et charges	-	-	-	-	-	
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	
TOTAL GÉNÉRAL	87 903	879	-	-	88 782	

SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE						En milliers MAD	
	Objet économique	Montant global	Montant 31/12/2025	Utilisation 30/06/2026	Montant 30/06/2026		
SUBVENTIONS	-	-	-	-	-		
FONDS PUBLICS AFFECTÉS	-	-	-	-	-		
FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE	-	-	-	-	-		
TOTAL	-	-	-	-	-		

DETTES SUBORDONNEES								En milliers MAD			
Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur MAD)	Dont entreprises liées		Dont entreprises apparentées		
							Montant (c/v MAD) 30/06/2026	Montant (c/v MAD) 31/12/2025	Montant (c/v MAD) 30/06/2026	Montant (c/v MAD) 31/12/2025	
DIRHAMS	200 000		3,14%	10		200 000	-	-	-	-	
DIRHAMS	800 000		3,19%	10		800 000	-	-	-	-	
TOTAL	1 000 000					1 000 000	-	-	-	-	

1. Cours Bank Al-Maghrib au 31/12/N.
2. Eventuellement indéterminée.
3. Se référer au contrat de dettes subordonnées.

CAPITAUX PROPRES					En milliers MAD	
CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2025	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2026		
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	-	-	-	-		
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	4 226 148	362 997	-430	4 588 715		
Réserve légale	-	-	-	-		
Autres réserves	4 226 148	362 997	-430	4 588 715		
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	-		
CAPITAL	1 000 000	-	-	1 000 000		
Capital appelé	-	-	-	-		
Capital non appelé	-	-	-	-		
Certificats d'investissement	-	-	-	-		
Fonds de dotations	1 000 000	-	-	1 000 000		
ACTIONNAIRES - CAPITAL NON VERSÉ	-	-	-	-		
REPORT À NOUVEAU (+/-)	-	-	-	-		
RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-	-	-		
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	362 997	-362 997	167 353	167 353		
TOTAL	5 589 145	-	166 922	5 756 067		

ENGAGEMENTS SUR TITRES			En milliers MAD	
ENGAGEMENTS			30 juin 2026	Montant
ENGAGEMENTS DONNÉS			-	-
Titres achetés à réméré			-	-
Autres titres à livrer			-	-
ENGAGEMENTS REÇUS			-	-
Titres vendus à réméré			-	-
Autres titres à recevoir			-	-

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES					En milliers MAD	
	Opérations de couverture		Autres opérations			
	30/06/2026	31/12/2025	30/06/2026	31/12/2025		
OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME	-	-	-	-		
Devises à recevoir	-	-	-	-		
Dirhams à livrer	195 983	201 069	-	-		
Devises à livrer	-	-	-	-		
Dirhams à recevoir	304 044	307 382	-	-		
Dont swaps financiers de devises	-	-	-	-		
ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS	-	-	-	-		
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-	-	-		
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-	-	-		
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-	-	-		
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-	-	-		
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-	-	-		
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-	-	-		

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE			En milliers MAD	
ENGAGEMENTS	30/06/2026	31/12/2025		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS	6 575 055	5 817 512		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	-		
Crédits documentaires import	-	-		
Acceptations ou engagements de payer	-	-		
Ouvertures de crédit confirmés	-	-		
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-		
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-		
Autres engagements de financement donnés	-	-		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	6 575 055	5 817 512		
Crédits documentaires import	-	-		
Acceptations ou engagements de payer	-	-		
Ouvertures de crédit confirmés	6 575 055	5 817 512		
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-		
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-		
Autres engagements de financement donnés	-	-		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	-		
Crédits documentaires export confirmés	-	-		
Acceptations ou engagements de payer	-	-		
Garanties de crédits données	-	-		
Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-		
Engagements en souffrance	-	-		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE	-	-		
Garanties de crédits données	-	-		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-		
Autres cautions et garanties données	-	-		
Engagements en souffrance	-	-		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS	4 903 558	5 403 408		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	4 903 558	5 403 408		
Ouvertures de crédit confirmés	4 903 558	5 403 408		
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-		
Autres engagements de financement reçus	-	-		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	-		
Garanties de crédits	-	-		
Autres garanties reçues	-	-		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS DE L'ÉTAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS	-	-		
Garanties de crédits	-	-		
Autres garanties reçues	-	-		

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE			En milliers MAD	
VALEURS ET SURETES RECUES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubrique de l'Actif ou du Hors Bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances ou des engagements par signature donnés couverts	
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES	-	-		-
AUTRES TITRES	-	-		-
HYPOTHÈQUES	380 000	Compte 2313		380 000
AUTRES VALEURS ET SÛRETÉS RÉELLES	-	-		-
TOTAL	380 000			380 000

VALEURS ET SURETES DONNEES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubrique du passif ou du Hors Bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts	
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES	-			-
AUTRES TITRES	-			-
HYPOTHÈQUES	-			-
AUTRES VALEURS ET SÛRETÉS RÉELLES	-			-
TOTAL	-			-

VENTILATION DES EMPLOIS ET RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE							En milliers MAD	
ACTIF	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	TOTAL	30 juin 2026	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	633 765	-	-	-	-	633 765		
Créances sur la clientèle	336 271	258 138	1 922 598	9 682 435	14 342 133	26 541 575		
Titres de créance	-	-	-	-	-	-		
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-		
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-		
TOTAL	970 036	258 138	1 922 598	9 682 435	14 342 133	27 175 340		

PASSIF	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	177 481	121 865	917 924	4 890 525	6 618 543	12 726 338
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de créance émis	248 000	-	853 267	3 381 800	3 425 000	7 908 067
Emprunts subordonnés	-	-	-	1 000 000	-	1 000 000
TOTAL	425 481	121 865	1 771 191	9 272 325	10 043 543	21 634 405

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE					En milliers MAD	
NOMBRE	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres			30 juin 2026	
		Crédits par décaissement	Crédit par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire		
	-	-	-	-		-
	-	-	-	-		-

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE		En milliers MAD 30 juin 2026
BILAN		Montant
ACTIF		-
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés		-
Créances sur la clientèle		-
Titres de transaction et de placement et d'investissement		-
Autres actifs		-
Titres de participation et emplois assimilés		-
Créances subordonnées		-
Immobilisations données en crédit-bail et location		-
Immobilisations incorporelles et corporelles		-
PASSIF		5 038 186
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		5 038 186
Dépôts de la clientèle		-
Titres de créance émis		-
Autres passifs		-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		-
Dettes subordonnées		-

بنك التمويل المحلي

LA BANQUE DU FINANCEMENT LOCAL

COMMISSIONS	En milliers MAD 30 juin 2026
Montant	
COMMISSIONS PERÇUES	837
Sur opérations avec les établissements de crédit	-
Sur opérations avec la clientèle	-
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-
Sur moyens de paiement	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	837
COMMISSIONS VERSÉES	127
Sur opérations avec les établissements de crédit	31
Sur opérations avec la clientèle	-
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	95
Sur moyens de paiement	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ		En milliers MAD
PRODUITS ET CHARGES	30/06/2026	30/06/2025
PRODUITS	-	-
Gains sur les titres de transaction	-	-
Plus-value de cession sur titres de placement	-	-
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	-	-
Gains sur les produits dérivés	-	-
Gains sur les opérations de change	-	-
CHARGES	-	-
Pertes sur les titres de transaction	-	-
Moins value de cession sur titres de placement	-	-
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	-	-
Pertes sur les produits dérivés	-	-
Pertes sur opérations de change	-	-
TOTAL	-	-

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	En milliers MAD 30 juin 2026
Montant	
CHARGES DU PERSONNEL	25 964
IMPÔTS ET TAXES	415
CHARGES EXTERNES	3 733
AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	1 776
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	1 607
TOTAL	33 494

AUTRES PRODUITS ET CHARGES	En milliers MAD 30 juin 2026
Montant	
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	-
Autres produits bancaires	-
Autres charges bancaires	127
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	889
Produits d'exploitation non bancaires	39
Charges d'exploitation non bancaires	-
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOUTVRABLES	879
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	-
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTES	16
Produits non courants	14 283
Charges non courantes	-

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE		En milliers MAD 30 juin 2026	
1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
PÔLE D'ACTIVITÉ			
Activité bancaire	326 146	293 502	278 356
Autres Activités	-	-	-
TOTAL	326 146	293 502	278 356

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE		En milliers MAD 30 juin 2026	
2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
ZONE GÉOGRAPHIQUE			
Maroc	326 146	293 502	278 356
Autres zones	-	-	-
TOTAL	326 146	293 502	278 356

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL		En milliers MAD 30 juin 2026
INTITULES	Montant	Montant
I. RÉSULTAT NET COMPTABLE	167 353	
BÉNÉFICE NET	167 353	
PERTE NETTE		-
II. RÉINTÉGRATIONS FISCALES	125 156	
1. COURANTES	-	
-	-	
-	-	
-	-	
-	-	
2. NON COURANTES	125 156	
Impôts sur les sociétés	111 003	
Contribution sociale de solidarité	14 153	
-	-	
III. DÉDUCTIONS FISCALES		15 000
1. COURANTES		-
-		-
-		-
-		-
2. NON COURANTES		15 000
1/5 Contribution au fonds spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre du 8 septembre 2023		15 000
TOTAL	292 509	15 000
IV. RÉSULTAT BRUT FISCAL		277 509
BÉNÉFICE BRUT FISCAL (A)		277 509
DÉFICIT BRUT FISCAL (B)		
V. REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTÉS (C)*		
Exercice N-4		
Exercice N-3		
Exercice N-2		
Exercice N-1		
VI. RÉSULTAT NET FISCAL		277 509
BÉNÉFICE NET FISCAL (A - C)		277 509
OU		
DÉFICIT NET FISCAL (B)		
VII. CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS		
VIII. CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT À REPORTER		
EXERCICE N-4		
EXERCICE N-3		
EXERCICE N-2		
EXERCICE N-1		

* Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A).

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS	En milliers MAD 30 juin 2026
I. DETERMINATION DU RESULTAT	Montant
RÉSULTAT COURANT D'APRÈS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	292 623
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	-
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	-
(=) Résultat courant théoriquement imposable	292 623
(-) Impôt théorique sur résultat courant	117 049
(=) Résultat courant après impôts	175 574
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE				En milliers MAD 30 juin 2026
NATURE	Solde au début de l'exercice (1)	Opération comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
A. TVA COLLECTÉE	6 439	103 073	94 656	14 856
B. TVA À RÉCUPÉRER	7 984	41 929	44 874	5 038
Sur charges	7 983	41 761	44 707	5 037
Sur immobilisations	0	168	167	1
C. TVA DUE OU CRÉDIT DE TVA (A-B)	-1 544	61 144	49 782	9 818

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL		En milliers MAD 30 juin 2026
MONTANT DU CAPITAL :	1 000 000	
MONTANT DU CAPITAL SOCIAL SOUSCRIT NON APPELÉ :	-	
VALEUR NOMINALE DES TITRES :	-	

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus Exercice précédent	Exercice actuel	Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)
ÉTAT				100	100
TOTAL				100	100

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE			En milliers MAD 30 juin 2026
A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant
DÉCISION DU CA : 28/05/2025			
Report à nouveau	-	Réserves légales	-
Résultats nets en instance d'affectation	-	Dividendes	-
Résultats net de l'exercice	362 997	Autres affectations	362 997
Prélèvement sur les bénéfices	-		
Autres prélèvements	-		
TOTAL A	362 997	TOTAL B	362 997

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES			En milliers MAD
	30/06/2026	31/12/2025	31/12/2024
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS	6 787 149	6 604 984	6 244 938
A déduire -Montant concernant le Fonds d'Accompagnement des Collectivités Territoriales	-430	-1 176	-
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS NET	6 786 719	6 603 808	6 244 938
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE	-	-	-
Produit net bancaire	326 146	658 637	671 780
Résultat avant impôts	278 356	585 193	584 406
Impôts sur les résultats	111 003	222 196	216 731
Bénéfices distribués	-	-	-
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	167 353	362 997	367 675
RÉSULTAT PAR TITRE (EN MAD)	-	-	-
Résultat net par action ou part sociale	-	-	-
Bénéfice distribué par action ou part sociale	-	-	-
PERSONNEL	-	-	-
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	25 553	43 499	42 343
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	84	85	86

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS		En milliers MAD 30 juin 2026
I. DATATION		
DATE DE CLÔTURE (1)		30/06/2026
DATE D'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS DE SYNTHÈSE (2)		Septembre 2026
1. Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice. 2. Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.		
II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1 ^{RE} COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHÈSE		
Date	Indications des événements	
	Favorables	
	Défavorables	

EFFECTIFS		En nombre
	30/06/2026	31/12/2025
Effectifs rémunérés	83	84
Effectifs utilisés	83	84
Effectifs équivalent plein temps	83	84
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	-	-
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	-	-
Cadres (équivalent plein temps)	79	79
Employés (équivalent plein temps)	4	5
Dont effectifs employés à l'étranger	-	-

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS				En milliers MAD	
TITRES	Nombre de comptes		Montants		
	30/06/2026	31/12/2025	30/06/2026	31/12/2025	
Titres dont l'établissement est dépositaire					
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion					
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire					
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion					
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire					
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion					

RESEAU		En nombre
	30/06/2026	31/12/2025
Guichets permanents		
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTELE		En nombre
	30/06/2026	31/12/2025
Comptes courants		
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques		
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme		
Bons de caisse		
Autres comptes de dépôts		

ETAT DES CRÉANCES EN SOUFFRANCE ET DES PROVISIONS CORRESPONDANTES AU 30/06/2026				En milliers MAD
Prêts Classiques	30/06/2026		31/12/2025	
	Créances	Provisions	Créances	Provisions
CRÉANCES PRÉDOUTEUSES	23 311	890	-	-
CRÉANCES DOUTEUSES	-	-	-	-
CRÉANCES COMPROMISES	5 927	5 344	5 927	5 344
Sous total 1	29 237	6 234	5 927	5 344
Prêts MEN	Créances	Provisions	Créances	Provisions
CRÉANCES PRÉDOUTEUSES	-	-	-	-
CRÉANCES DOUTEUSES	-	-	-	-
CRÉANCES COMPROMISES	795	135	851	146
Sous total 2	795	135	851	146
TOTAL GÉNÉRAL	30 032	6 369	6 778	5 490



DISPOSITIF DE GESTION GLOBALE DES RISQUES

DISPOSITIF DE GESTION GLOBALE DES RISQUES



1. Gestion intégrée des risques

1.1. Principes de contrôle et de gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance de la gestion des risques au Fonds d'Équipement Communal repose sur :

- l'engagement résolu du Conseil d'Administration à privilégier la gestion des risques ;
- la forte implication de l'Organe de Direction dans les processus de gestion des risques ;
- une Stratégie Globale des Risques déclinée en Politiques par type de risque ;
- des procédures et des responsabilités clairement définies au sein de l'organisation ;
- l'attribution de ressources appropriées pour la gestion des risques et l'instauration d'une culture risques auprès de toutes les parties prenantes.

1.2. Structure et gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance et la gestion des risques sont assurées par les instances décrites ci-après :

Organe d'Administration

Le Conseil d'Administration est présidé par le Chef du Gouvernement ou par l'Autorité Gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

Il comprend, en outre, les membres suivants :

- 2 représentants du Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale ;
- 1 représentant du Ministère de l'Équipement et de l'Eau ;
- 1 représentant du Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable ;
- le représentant de l'Agence Nationale de Gestion Stratégique des Participations de l'Etat et de Suivi des Performances des Établissements et Entreprises Publics (ANGSPE) ;
- le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) ;
- des membres représentant les élus : 8 conseillers communaux désignés parmi les conseillers communaux figurant sur une liste établie à cet effet.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins du FEC l'exigent et au moins deux fois par an.

Le Commissaire du Gouvernement désigné auprès du FEC, conformément aux textes en vigueur, assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration.

Comité d'Audit et des Risques

Le Conseil d'Administration est assisté par un Comité d'Audit et des Risques (CAR), conformément aux dispositions légales et réglementaires, relatives au contrôle interne des établissements de Crédit.

Le CAR comprend, outre le Directeur Général de l'Agence Nationale de Gestion Stratégique des Participations de l'Etat et de Suivi des Performances des Établissements et Entreprises Publics, ou son représentant, Président :

- le Wali, Inspecteur Général de l'Administration Territoriale, ou son représentant (Ministère de l'Intérieur) ;
- le Directeur du Trésor et des Finances Extérieures, ou son représentant (Ministère de l'Economie et des Finances).

Le CAR est chargé notamment de porter son appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et sur la cohérence des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.

Instance Dirigeante

La Direction Générale du FEC évalue l'efficacité du processus de gestion des risques et procède à un examen régulier des politiques, stratégies et initiatives clés en matière de gestion des risques. La Direction Générale effectue des présentations devant le CAR, émanation du Conseil d'Administration, sur les principaux aspects et les grandes évolutions de la stratégie de gestion des risques. Le CAR rend compte de ses travaux régulièrement au Conseil d'Administration, à l'occasion de chacune de ses réunions.

Comité de Crédit

Le Comité de Crédit est chargé d'examiner et de consentir les prêts dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Crédit du FEC comprend, outre le Gouverneur, Directeur Général du FEC, Président :

- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant désigné par le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion.

Le Comité de Crédit se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins l'exigent et au moins une fois par mois.

Comité des Risques Interne

Le Comité des Risques Interne, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, est notamment chargé de :

- assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie globale de gestion des risques du FEC ;
- s'assurer de la conformité des procédures internes avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur ainsi qu'avec les normes et usages professionnels et déontologiques ;
- assurer le suivi et l'évaluation des dispositifs de prévention des risques mis en place par le FEC ;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations du Comité d'Audit et des Risques et de celles des intervenants du contrôle externe en matière de prévention des risques ;
- examiner les informations relatives à la gestion des risques et s'assurer de leur fiabilité, avant leur transmission aux tiers.

Comité ALCO

Le Comité ALCO, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, est notamment chargé de :

- élaborer et mettre en œuvre la politique de gestion Actif-Passif de la Banque, dans ses différentes composantes (refinancement, placement, transformation, couverture, rentabilité des fonds propres...), conformément aux orientations stratégiques du Conseil d'Administration et aux dispositions législatives et réglementaires ;
- évaluer la politique tarifaire appliquée à la clientèle ;
- définir les limites nécessaires à l'encadrement des risques de taux et de liquidité ;
- veiller au maintien des équilibres bilanciaux de la Banque ;
- évaluer l'impact du lancement de nouveaux produits, ou de toute nouvelle activité comportant un risque de taux ou de liquidité, sur la situation financière de la Banque ;
- suivre le profil de risque de la Banque (risques de liquidité, de taux et de change) et la mesure des limites internes et réglementaires fixées par la Banque ;
- valider les conventions et les modes d'écoulement en taux.

Comité de Sécurité du Système d'Information

Le Comité de Sécurité du Système d'Information (CSSI) est chargé notamment de veiller au suivi de la mise en œuvre de la politique de sécurité SI et de son respect par les collaborateurs du FEC et par les tiers, ainsi que de l'évolution du plan de traitement des risques liés à la sécurité SI, notamment les risques de cybersécurité.

Placé sous la présidence du Secrétaire Général du FEC ou de son représentant, le CSSI a notamment pour missions de :

- veiller au suivi de la mise en œuvre de la politique de sécurité SI et de son respect par les collaborateurs du FEC et par les tiers ;
- piloter globalement les plans d'actions dans le domaine de la sécurité SI, notamment leur validation, l'engagement des moyens associés et la vérification de leur bonne réalisation ;
- suivre l'évolution du plan de traitement des risques liés à la sécurité SI et s'assurer de la revue régulière de la cartographie des risques de sécurité ;
- suivre les projets structurants dans le domaine de la sécurité SI ;
- examiner les indicateurs de Sécurité SI et assurer le suivi des actions permettant leur amélioration ;
- traiter les questions relatives aux incidents majeurs liés à la sécurité SI ;
- approuver l'affectation des ressources nécessaires à la mise en œuvre des actions de sécurisation du système d'information ;
- arbitrer sur les priorités de la Banque en termes de sécurité SI.

Direction des Risques et Contrôle Permanent

La Direction des Risques et Contrôle Permanent est chargée notamment de s'assurer de la fiabilité et de la sécurité des opérations réalisées par le FEC ainsi que de la mise en œuvre de processus efficaces de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques.

Direction Juridique, Conformité et Gouvernance

La Direction Juridique, Conformité et Gouvernance est chargée notamment d'assurer la sécurité des actes et des engagements de la Banque, d'apprécier les risques juridiques éventuels encourus par l'Institution et de mettre en place les procédures appropriées pour leur gestion. Elle est également chargée d'assurer le suivi de la conformité des opérations et des actes du FEC au regard des dispositions légales et réglementaires, applicables à l'Institution, et de superviser et de renforcer les mécanismes de gouvernance interne de la Banque. Enfin, elle veille à la mise en œuvre et au suivi du code d'éthique et de déontologie applicable au personnel du FEC.

Audit Interne

L'Audit Interne est chargé des opérations d'audit portant sur l'organisation, les procédures et le fonctionnement du FEC.

Cette entité assure la réalisation des missions d'audit ainsi que la préparation et le suivi des réunions du CAR.

L'Audit Interne est également chargé d'apporter l'assistance nécessaire aux intervenants du contrôle externe et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations.

2. Exposition aux risques

Eu égard à la nature de ses activités, le profil de risque du FEC tel que formalisé au niveau de la Stratégie Globale des Risques, se présente comme suit :

Le risque de crédit : Le risque que les emprunteurs du FEC ne puissent pas honorer leurs engagements contractuels.

Le risque de concentration : Il s'agit du risque inhérent à une exposition individuelle importante, de nature à engendrer des pertes pouvant menacer la solidité financière de la Banque ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles.

Les risques environnementaux et sociaux : Ces risques peuvent se matérialiser par une atteinte à l'environnement (pollution de l'air, des sols, des eaux, ...) ou à la vie économique des individus se traduisant par une diminution de leurs revenus, un accroissement de leurs dépenses.

La responsabilité de gestion de ces risques incombe aux clients et aux autorités compétentes. Le rôle du FEC est d'appréhender les principaux enjeux environnementaux et sociaux des projets financés et vérifier le respect par ses clients des exigences législatives et réglementaires en la matière.

Les risques opérationnels : risques de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables aux procédures, aux ressources humaines, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Le risque structurel de taux d'intérêt : Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges du FEC, ses revenus et la valeur économique de ses fonds propres.

Le risque structurel de liquidité : se rapporte au risque que le FEC ne puisse pas satisfaire les demandes de liquidités et s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit.

Le risque structurel de change : Le risque qu'une fluctuation des taux de change impacte négativement les revenus de la Banque.

Le risque de non-conformité : correspond à l'exposition du FEC aux risques de réputation, de pertes financières ou de sanctions en raison de l'inobservation des dispositions légales et réglementaires, des normes et pratiques applicables à ses activités ou des codes de conduite.

Le risque stratégique : Le risque inhérent à la stratégie choisie ou résultant de l'incapacité de l'établissement à mettre en œuvre son plan stratégique.

Le risque de réputation : Le risque résultant d'une perception négative de la part notamment des contreparties ou des régulateurs pouvant affecter défavorablement la capacité de l'établissement à remplir sa mission et son accès aux sources de financement.

Le risque de cybersécurité : Le risque que le FEC soit confronté à une attaque ou une violation de sécurité informatique qui peut compromettre la confidentialité, l'intégrité ou la disponibilité des données de ses clients, des transactions financières ou d'autres informations sensibles.

2.1. Risque de Crédit

Le FEC est exposé au risque de crédit en raison de son activité d'octroi de prêts.

Politique générale des prêts

Le FEC exige de ses clients un effort d'autofinancement d'au moins 20% du coût de l'investissement, sauf pour des exceptions justifiées et agréées par le Comité de Crédit.

Les taux appliqués sont soit des taux fixes soit des taux révisables.

Le remboursement des prêts FEC s'effectue au moyen de versements annuels, comprenant principal et intérêts.

Prise de décision

La Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge de l'agrément du projet à financer et apprécie le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit ainsi que la capacité du client à mener à bien son projet.

Le Comité de Crédit décide de l'octroi du prêt. Ce dernier est autorisé par un arrêté conjoint signé par les Ministres de l'Intérieur et de l'Economie et des Finances.

Processus de gestion du risque de crédit

A la réception d'une demande de financement d'un projet et en fonction de sa taille, le Pôle Opérations, procède à l'évaluation du projet et à l'analyse de la qualité financière du client.

L'évaluation du projet à financer repose sur une connaissance approfondie du client, de la nature de l'investissement à réaliser et du montage financier mis en place.

L'évaluation de la solvabilité des Collectivités Territoriales (CT) est réalisée par le biais d'une analyse rétrospective de la situation financière de la CT conjuguée à une analyse prospective, et ce à partir des données budgétaires des états de gestion approuvés et des données du budget prévisionnel de l'année en cours. S'ajoutant à cela les engagements financiers futurs en s'appuyant sur tout document permettant d'approfondir l'évaluation financière de la contrepartie et d'apprécier le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit.

Préalablement à tout agrément de prêt, la Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge d'apprécier le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit en se basant sur :

- l'analyse du contenu du dossier-client : données générales et juridiques, données financières et techniques ;
- l'analyse de la situation financière rétrospective et prospective du client, ce qui permet de déterminer la qualité financière intrinsèque de celui-ci et d'apprécier divers ratios d'endettement, de solvabilité ainsi que la capacité d'autofinancement ;
- l'appréciation de la qualité du client sur la base de l'historique des remboursements des prêts déjà contractés et de la situation de ses arriérés vis-à-vis du FEC ;
- l'appréciation de l'évaluation du projet sur la base de ratios techniques communément admis par type de projets ;
- le jugement de la nécessité d'assortir, le prêt à consentir à la fourniture de garanties et la proposition des mesures de correction de risque à mettre en place.

Les conditions générales d'octroi de prêts

Au même titre que les autres dettes des CT, les annuités d'emprunt FEC sont assorties de l'obligation légale d'inscription dans leurs budgets.

Les contrats de prêts FEC prévoient :

- une clause suspensive des décaissements en cas de détérioration de la situation financière de l'emprunteur ;
- une clause suspensive des décaissements en cas de retard de paiement dépassant 30 jours.

Profil de solvabilité

A fin juin 2026 :

Les risques nets pondérés supportés par le FEC se sont établis à 7 623 921 Milliers de DH et sont constitués à hauteur de 84% du risque de crédit et de 16% du risque opérationnel.

Dans le respect des exigences prudentielles, le ratio de solvabilité s'est établi à 88,61%, tandis que le ratio Tier One s'est affiché à 75,49%, reflétant ainsi le bon niveau de solvabilité de l'Institution.

Analyse du portefeuille de crédit

Les créances sur la clientèle, constituées de 99,9% de créances sur les Collectivités Territoriales, ont totalisé 27 216 501 Milliers de DH au 30 juin 2026.

Les engagements de financement donnés par le FEC en faveur de la clientèle ont atteint 6 575 055 Milliers de DH au 30 juin 2026.

L'analyse de la situation des engagements en hors bilan, arrêtée au 30 juin 2026, fait ressortir que 71,92% du volume global correspond à des prêts récents engagés depuis moins de 3 ans.

Provisions, politique de provisionnement et couverture des risques de crédit

Le Département Comptabilité & Reporting se charge du processus de classement et de provisionnement des créances en souffrance.

Les créances sur les CT sont affectées d'un taux de pondération de 20%.

La politique de classification et de provisionnement est conforme aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib.

Coefficient Maximum de Division Des Risques (CMDR)

Le FEC veille en permanence au respect du rapport maximum de 20% entre le total des risques encourus sur un même client et ses fonds propres.

Dans le cadre des demandes de financement, les entités opérationnelles ainsi que la Direction des Risques et Contrôle Permanent s'assurent du respect du coefficient maximum de division des risques. Le coefficient maximum de division des risques s'établit, selon les modalités de la circulaire n°08/G/2012 de Bank Al-Maghrib, à 7,70% à fin juin 2026, se situant ainsi en dessous du seuil réglementaire fixé par Bank Al-Maghrib.

En application de la directive n°2/G/2010 de Bank Al-Maghrib, relative à la pratique des stress tests et dans le but de renforcer les outils de mesure et d'appréciation du risque crédit, des stress tests ont été effectués afin d'évaluer le degré d'aversion du FEC à ce risque.

Les résultats issus des stress tests minimaux au sens de ladite directive, incorporant des changements potentiels dans la composition du portefeuille du FEC, témoignent de la capacité de résistance du FEC au risque crédit. Le FEC affiche dans l'ensemble des scénarii un ratio de solvabilité supérieur au seuil réglementaire et un taux des créances en souffrance ne dépassant pas 1%.

2.2. Gestion Actif/Passif

Responsables de la gestion Actif/Passif

La gestion des risques ALM est assurée au sein du Pôle Finance par le Département ALM et Contrôle de Gestion relevant de la Direction Financière.

Le Comité ALCO, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, se charge du suivi transversal et collégial des risques financiers auxquels est exposée l'Institution et de l'examen des décisions qui affecteraient la gestion Actif-Passif.

Gestion Actif/Passif

Le FEC a mis en place un dispositif de pilotage des risques bilanciaux tels que les risques de liquidité, de taux d'intérêt et de change, de telle sorte à pouvoir suivre leur évolution de manière continue en fonction de la tendance des marchés financiers, et de l'activité de la Banque.

Afin de préserver les équilibres financiers de la Banque, le dispositif ALM veille à :

- assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- s'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des fonds propres ;
- orienter la stratégie de la Banque en matière de refinancement.

Risque de Liquidité

Le risque de liquidité se définit comme étant le risque pour la Banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements à leur échéance.

Le FEC peut être exposé au risque de liquidité qui peut se présenter sous l'une des formes suivantes :

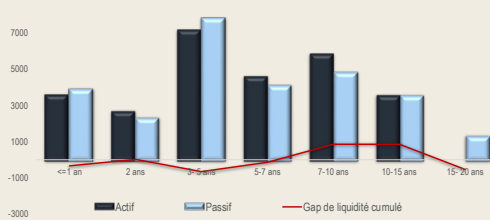
- L'incapacité de l'établissement de lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un tirage important des engagements de financement donnés aux CT ;
- Le non-adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs à moyen et long termes par des passifs à court terme.

Approche retenue dans le calcul des Gaps de liquidité :

La mesure de ce risque est basée sur des éléments de bilan à une date d'arrêt donnée, classés selon leur durée résiduelle, et sur lesquels sont appliquées les lois d'écoulement et conventions ALM. L'impasse statique en flux permet de déterminer l'excédent ou le besoin de ressources à moyen/long termes dans l'hypothèse de l'absence de production nouvelle d'actifs et de passifs.

Au 30 juin 2026, le profil des impasses de liquidité se présente comme suit :

IMPASSES ANNUELLES DE LIQUIDITÉ



Gestion du Risque de Taux d'intérêt (IRRBB)

Le risque de taux d'intérêt correspond à la sensibilité du bilan par rapport aux mouvements futurs des taux d'intérêt. L'appréciation de ce risque s'effectue à travers un ensemble de simulations de stress tests, notamment dans le cadre des six scénarii réglementaires suivants :

Scénario 1 : Déplacement parallèle de la courbe des taux d'intérêt à la hausse (+200 bps) ;

Scénario 2 : Déplacement parallèle de la courbe des taux d'intérêt à la baisse (-200 bps) ;

Scénario 3 : Hausse des taux courts ;

Scénario 4 : Baisse des taux courts ;

Scénario 5 : Aplatissement de la courbe des taux ;

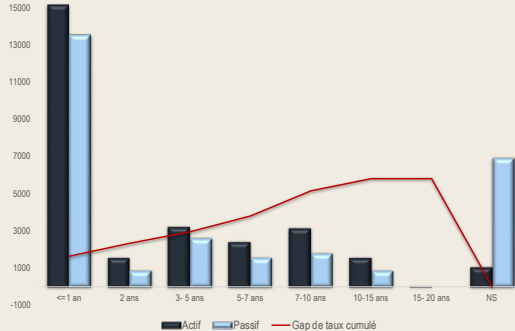
Scénario 6 : Pentification de la courbe des taux.

L'analyse et l'évaluation des risques de taux d'intérêt obéissent à une double logique à savoir la préservation de la marge d'intérêt et de la valeur économique des fonds propres.

La Banque a opté pour l'approche dite méthode des échéances en mode statique. Cette approche consiste à écouler toutes les positions du bilan en statique en fonction de leurs caractéristiques contractuelles ou conventionnelles.

Les impasses de taux en flux se présentent au 30 juin 2026, comme suit :

IMPASSES ANNUELLES DE TAUX



L'impact des scénarii réglementaires est de -1,15% sur la marge d'intérêt nette prévisionnelle (scénario 1) et de 11,88% sur la valeur économique des fonds propres (scénario 1).

Risque de Change

Afin d'être immunisé contre le risque de change, le FEC a mis en place une couverture parfaite et intégrale et ce, à l'occasion des tirages effectués à compter de l'exercice 2019 sur les lignes de crédit contractées auprès des bailleurs de fonds étrangers.

Pour rappel, la couverture du risque de change afférent à la majorité des emprunts extérieurs mobilisés par le FEC au cours des années 90, est prise en charge par l'Etat (Ministère de l'Economie et des Finances / Direction du Trésor et des Finances Extérieures) moyennant rémunération, dans le cadre d'un système propre à chaque ligne de prêt.

2.3. Risques Opérationnels

Au cours des dernières années et conformément aux dispositions de Bank Al-Maghrib et aux principes de bonne gouvernance, le FEC a mis en place un dispositif de contrôle interne évolutif qui permet :

- d'assurer la fiabilité et l'intégrité des informations financières et comptables produites ;
- de s'assurer que les opérations sont réalisées conformément aux lois et règlements en vigueur et selon les orientations et normes de gestion définies par l'Organe de Direction et l'Organe d'Administration ;
- de prévenir et de maîtriser les risques liés à son activité à travers des procédures bien définies et régulièrement contrôlées.

La Direction Générale supervise le dispositif de gestion des risques opérationnels et assure le suivi des actions entreprises pour son renforcement.

Cadre Général

Le FEC a entrepris plusieurs actions pour le renforcement du dispositif de contrôle interne et la mise en place du socle nécessaire pour la construction d'un dispositif de gestion des risques opérationnels robuste et pérenne adossé aux meilleures pratiques et conforme aux exigences réglementaires :

» Mécanisme de délégations de signatures

Le FEC a mis en place un mécanisme évolué de délégations de signatures, basé sur une définition précise des pouvoirs et une délimitation claire des responsabilités. Ce mécanisme répond aux principes suivants :

- Le principe de double signature est obligatoire pour toutes les opérations affectant les comptes du FEC ou d'autres éléments de son actif ;
- La séparation entre l'initiation et l'exécution d'une part, et le contrôle d'autre part ;
- Les remplacements sont systématiquement prévus en cas d'absence ou d'empêchement d'une personne de sorte à assurer la continuité de service.

» Manuel de procédures générales

Le FEC dispose d'un manuel de procédures générales couvrant l'ensemble des processus fonctionnels structurés autour des domaines Pilotage, Opérationnel et Support. La cartographie des processus a été élaborée conformément aux exigences de la norme qualité ISO 9001. Par ailleurs, l'utilisation d'un outil de modélisation garantit un référentiel unique des procédures, structuré, centralisé et accessible par les collaborateurs du FEC à travers un portail intranet. Ce référentiel fait l'objet de revues régulières afin de se conformer, notamment aux évolutions réglementaires, organisationnelles, opérationnelles et à celles relatives aux systèmes d'information.

Dans le cadre de la démarche d'amélioration continue engagée par l'Institution, la plateforme supportant les processus et procédures a fait l'objet, d'une migration vers la dernière version du logiciel MEGA HOPEX, conforme au standard international BPMN (Business Process Model and Notation), afin de renforcer la performance et la pérennité de ce dispositif.

» Manuel de procédures et d'organisation comptable

Le FEC est doté d'un manuel de procédures et d'organisation comptable permettant de s'assurer que :

- toutes les opérations réalisées par le FEC sont fidèlement traduites en enregistrements comptables ;
- tous les enregistrements sont conformes au Plan Comptable des Etablissements de Crédit et à la réglementation en vigueur ;
- toutes les informations financières et comptables diffusées en interne et externe sont fiables, complètes et intelligibles pour ses utilisateurs.

» Manuel de contrôle interne

Conformément à la réglementation en vigueur et aux meilleures pratiques en la matière, le FEC est doté d'un manuel de contrôle interne lui permettant de veiller à la régularité et à la bonne application des procédures mises en place ainsi qu'à la formalisation des points de contrôle. Ce manuel est soumis à un processus de révision visant à garantir sa conformité aux exigences réglementaires en vigueur et son alignement avec l'évolution du dispositif de contrôle interne, des activités et du profil de risque de l'établissement.

» Plan de Continuité d'Activité

Conformément aux dispositions de la circulaire n°4/W/2014 du Wali de Bank Al-Maghrib, relative au contrôle interne des établissements de crédit et de la directive n°47/G/2007 de Bank Al-Maghrib, relative au plan de continuité de l'activité au sein des établissements de crédit, le FEC dispose d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA), qui a été approuvé par le Conseil d'Administration. Le PCA permet au FEC d'assurer la continuité des services en contexte de crise ainsi que la reprise des activités critiques, et ce, selon divers scénarios de crise.

La mise en œuvre du PCA du FEC a porté notamment sur la mise en place des :

- Dispositifs de continuité du Système d'Information ;
- Dispositifs de continuité logistique ;
- Dispositifs de continuité des ressources humaines ;
- Dispositifs de continuité des opérations.

Afin d'assurer le maintien opérationnel des dispositifs mis en place, le corpus documentaire du PCA (Etude de criticité, Stratégie de continuité, Procédures, Plan de communication...) fait l'objet d'une revue régulière. Dans ce cadre, des sessions de sensibilisation portant sur les exigences réglementaires ainsi que sur les enjeux et les bonnes pratiques en matière de continuité d'activité ont été organisées au profit de l'ensemble des collaborateurs.

De même, le plan de maintenance opérationnelle du PCA du FEC est en cours de renforcement.

À ce titre, un programme annuel de tests et d'exercices de crise est mis en œuvre pour évaluer régulièrement l'efficacité des dispositifs de continuité. En effet, un exercice de gestion de crise portant sur un scénario critique a été déroulé. Les résultats obtenus ont permis de confirmer la soutenabilité des dispositifs de fonctionnement en mode dégradé, ainsi que le niveau de résilience organisationnelle du FEC.

Par ailleurs, le FEC continue à assurer une veille permanente quant à la survenance de tout événement pouvant nécessiter l'activation de son PCA, afin de garantir la continuité de l'activité et des services de la Banque ainsi que la sécurité de ses collaborateurs. En l'absence d'incident nécessitant son activation, le PCA du FEC n'a pas été activé au cours du S1 2026.

De plus, et dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue, visant à renforcer la conformité réglementaire, la résilience organisationnelle et l'efficacité opérationnelle du dispositif, et en cohérence avec les textes en vigueur ainsi que les normes et les bonnes pratiques en matière de management de la continuité d'activité, il sera procédé à la mise à niveau du PCA du FEC, par le recours à un cabinet spécialisé dans ce domaine.

Gestion des risques opérationnels

Le FEC est doté d'une cartographie des risques opérationnels en s'appuyant sur la typologie Bâle II et dont la mise à jour s'effectue annuellement. Cette cartographie couvre les processus relevant des domaines crédit, support et systèmes d'information et permet de cibler les processus nécessitant une surveillance particulière ou renforcée.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au FEC, dans le cadre de la réforme Bâle II et en application de la Directive n°29/G/2007 émise par Bank Al-Maghrib, permet l'identification, l'évaluation des risques opérationnels ainsi que le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés. Ce dispositif a été complété en 2011 par une base de collecte des incidents qui permet de dégager une vision objective des risques encourus et la réévaluation de ces risques par les résultats de la collecte des incidents opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels est entièrement automatisé suite au déploiement d'une application SI, permettant d'assurer :

- l'identification, l'évaluation et la surveillance des risques opérationnels à travers la cartographie des risques ;
- la conciliation de la cartographie des risques avec le manuel des procédures générales ;
- le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés ;
- la collecte des incidents liés aux risques opérationnels.

Organisation

Sur le volet organisationnel, le pilotage du dispositif de gestion du risque opérationnel est assuré par la Direction des Risques et Contrôle Permanent. Cette dernière s'appuie sur des correspondants risques opérationnels (CRO) au niveau des entités Métiers et Supports.

Ces CRO se chargent de la remontée d'incidents opérationnels, de l'analyse de la base de collecte de ces incidents et de la mise en œuvre des plans d'action de couverture des risques majeurs.

A cet effet, une procédure de collecte et de remontée des incidents opérationnels ainsi qu'une fiche de déclaration de la survenance d'un incident opérationnel ont été élaborées et mises à la disposition des CRO afin d'outiller la démarche de collecte et de remontée des incidents.

La gouvernance des risques opérationnels est assurée par le Comité des Risques Interne.

Couverture des risques opérationnels

Conformément aux dispositions réglementaires relatives aux exigences minimales en fonds propres, le FEC procède depuis Décembre 2011 à la couverture des risques opérationnels.

L'exigence en fonds propres pour la couverture des risques opérationnels est calculée selon l'approche "indicateur de base", soit égale à 15% de la moyenne du produit net bancaire, calculée sur les 3 dernières années.

2.4. Risques de Non-Conformité

Conformément aux dispositions de la directive de Bank Al-Maghrib n°49/G/2007 relative à la fonction «Conformité» du 31 août 2007, le FEC s'est doté d'une politique et d'une charte de conformité.

La fonction « Conformité » est assurée par le Responsable Conformité et Gouvernance relevant de la Direction Juridique, Conformité et Gouvernance. Cette fonction est principalement chargée du suivi du risque de non-conformité, défini comme étant le risque d'exposition d'un établissement à un risque de réputation, de pertes financières ou de sanctions en raison de l'inobservation des dispositions légales et réglementaires, des normes et pratiques applicables à ses activités ou des codes de conduite.

Le dispositif de gestion des risques de non-conformité au FEC est constitué d'un ensemble de politiques, chartes et procédures de contrôle, permettant la maîtrise des risques de non-conformité du FEC.



AC9, Rue Al Maysse, Secteur 15,
Hay Ryad 10100 – Rabat
Maroc

Coopers Audit

83, Avenue Hassan II,
Casablanca
Maroc

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX

PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2026

En application des dispositions de la loi n°44-12 relative à l'appel public à l'épargne et aux informations exigées des personnes morales et organismes faisant appel public à l'épargne, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire du Fonds d'Equipeement Communal comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie ainsi qu'une sélection d'états de l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 6 786 719 KMAD dont un bénéfice net de 167 353 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

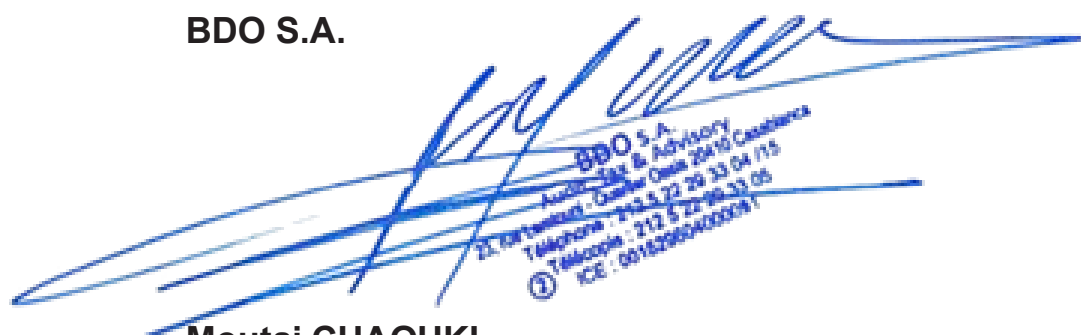
Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel du fonds et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds d'Equipeement Communal établis au 30 juin 2026, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 25 septembre 2026

Les Commissaires aux Comptes

BDO S.A.


BDO S.A.
Audit, Tax & Advisory
25, rue Hassan II - Casablanca 20410 Casablanca
Téléphone : 212 5 22 29 33 04 / 15
Télécopie : 212 5 22 29 33 05
ICE : 001620804000001
Moutai CHAOUKI
Associé

Coopers Audit Maroc S.A


COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 / Fax: 0522 27 47 34
Abdellah LAGHCHAOU
Associé

FONDS
D'EQUIPEMENT
COMMUNAL
صندوق التجهيز
الجماعي

F
E
C



Fonds d'Equipement Communal
Espace Oudayas, angle avenue Annakhil and avenue Ben Barka
B.P. 2175 - Hay Ryad 10 100 - Rabat - Morocco
Phone: +212 (0) 537 56 60 90 to 93 - Fax: +212 (0) 537 56 60 94

www.fec.ma